

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 9 février 1984

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

[Traduction]

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le lundi 6 février, de la motion de M. Jack Burghardt: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, l'explosion de la première bombe atomique dans le désert du Nouveau-Mexique, en 1945, a remis en question la survie même de l'humanité. L'homme se donnait ainsi le pouvoir de s'auto-détruire. Depuis ce moment, la peur de la bombe hante constamment les enfants. Et nous, leurs parents, sommes devenus tout aussi impuissants à dissiper leurs craintes qu'à apaiser les nôtres. Car une guerre nucléaire ne ferait aucune sélection: que nous siégeons de ce côté de la Chambre ou de l'autre; que nous soyons du côté de ceux qui ont raison ou de ceux qui ont tort; que nous soyons riches ou pauvres; que nous appartenions à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud.

Les armes nucléaires font partie de la réalité. Elles existent probablement toujours. Et elles fonctionnent avec une efficacité horrifiante qui rend incertaine la survie de l'espèce humaine. La seule issue possible est que nous contrôlions ce risque. Nous ne pourrions plus jamais repousser cette tâche, ni la traiter à la légère, ni en faire une affaire de routine.

Mais il nous est surtout interdit de céder au découragement. C'est à l'Est et l'Ouest que revient le devoir primordial de gérer ce risque. Les Canadiens constatent toutefois avec inquiétude que les superpuissances semblent s'être détournées de cette responsabilité capitale, qu'elles semblent trop absorbées par leurs rivalités idéologiques, leurs incessants calculs de parité, leurs démonstrations de force et de volonté. Les Canadiens savent également qu'il serait téméraire d'espérer que l'animosité existant entre l'Est et l'Ouest disparaîtra avant d'atteindre le point de non-retour. Les spécialistes voudraient nous faire croire que les questions afférentes à une guerre nucléaire sont devenues trop complexes pour être laissées à d'autres qu'eux. Ils voudraient que nous fassions confiance à une poignée de seigneurs de la stratégie nucléaire ainsi qu'aux scientifiques qui nous ont fait passer des bombes atomiques aux ogives thermonucléaires, des missiles à une seule ogive aux missiles à dix ogives et plus, des armes simplement dissuasives aux armes qui mettent en péril l'existence de chaque être humain.

Les Canadiens, comme tous les autres peuples estiment qu'une génération passée à fignoler des théories et des instruments capables de les annihiler a compromis bien plus qu'elle n'a augmenté leur sécurité. La poussée technologique rencontre trop souvent une oreille sympathique dans la sphère politique. Ce sont en effet les dirigeants politiques qui décident des budgets consacrés à la défense et à la recherche. Puisque ce

sont eux qui gouvernent, ce sont eux qui doivent affirmer leur volonté de paix. Sinon la science continuera de mettre au point des engins de plus en plus meurtriers. La sécurité du Canada est en jeu; nous avons acquis le droit d'être entendus, en temps de paix comme en temps de guerre.

Nous n'avions absolument été pour rien dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale ni de la Seconde: pourtant, des milliers de Canadiens ont combattu et sont morts durant ces conflits. Et nous avons contribué à la reconstruction du monde après la guerre: nous étions à Bretton Woods lorsque fut établie la Banque mondiale; nous étions à Dumbarton Oaks et à San Francisco lorsque l'ONU fut créée. Nous avons prôné l'adhésion de tous les pays aux Nations Unies à une époque où cela n'était pas toujours bien vu. Qu'on se souvienne du rôle joué par le Premier ministre Diefenbaker pour favoriser l'adhésion de Cuba; ou de l'appui de MM. St-Laurent et Pearson, qui a permis à de nombreux États indépendants d'entrer à l'ONU; ou encore du rôle joué par notre gouvernement en faveur de la reconnaissance de la République populaire de Chine et de son accession au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Canada était l'un des rares pays à posséder la technologie et les ressources nécessaires à la construction des armes nucléaires. Mais nous avons vu ces terribles engins à l'œuvre et savions ce dont ils étaient capables. Tous les gouvernements qui suivirent renoncèrent donc à l'option nucléaire et mirent les compétences canadiennes au service de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Et au lieu de nous doter d'une force nucléaire nationale, nous nous sommes joints à des organisations de sécurité collective telles que l'ONU, l'OTAN et NORAD. Le Canada est un partenaire loyal de chacune de ces trois organisations. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les initiatives de l'ONU visant à l'établissement et au maintien de la paix au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Au sein de l'OTAN, nous sommes l'un des rares pays à maintenir en permanence des forces à l'extérieur de nos frontières. Au sein du NORAD, nous fournissons une chose qui n'a pas de prix: notre espace aérien. Les États-Unis peuvent établir leur propre système de défense en sachant que les 4000 kilomètres situés au nord de leur frontière sont occupés par un allié sûr.

Nous ne badinons pas avec nos engagements. Nous avons remplacé nos avions de patrouille maritime par les appareils les plus perfectionnés au monde. Nos brigades armées sont maintenant équipées d'un char d'assaut très performant, le Léopard. Nous sommes en train de nous doter d'avions tactiques et d'interception des plus modernes. Nous avons mis sur pied un programme pour acquérir de nouvelles frégates. Tout cet équipement, le plus perfectionné qui soit, est destiné à des fins défensives.

● (1110)

En 1969, nous avons décidé qu'il n'était plus approprié que nos forces armées soient équipées d'armes nucléaires. Nous